

Lorsque les votes cessent d'avoir de l'importance, les libéraux ne les achètent plus: cela résume bien la situation actuelle. Le gouvernement a présenté ces régimes sans penser à l'aspect administratif, sans se fonder sur une expérience administrative; maintenant, les coûts ont grimpé à une telle allure qu'il ne peut les freiner. Il ne peut même pas rester maître des dépenses compressibles. Il a perdu tout contrôle de la situation dans ce domaine. Le gouvernement a pour principe de dépenser et d'imposer toujours plus. Sa politique ne consiste pas à imposer les gens pour leur procurer des services en retour, mais à les taxer parce que, selon les libéraux, c'est une bonne chose en soi. Le montant importe peu, le contribuable le paie à partir de ses revenus ou de ses bénéfices. C'est le consommateur qui finit par payer. C'est ce cercle vicieux qui a causé le beau gâchis économique que nous connaissons à l'heure actuelle.

● (2040)

C'est là un exemple de la crédibilité dont nous parlons lorsque nous demandons au gouvernement de réduire ses dépenses immodérées et de remettre à plus tard ses plans grandioses. Il devrait mettre un frein aux dépenses qui peuvent encore être contrôlées. Une chose est certaine: le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) ne trouvera aucun discours de moi dans lequel je demandais au gouvernement de ne pas dépenser. Nous n'avons jamais dit que le gouvernement devrait restreindre toutes ses dépenses, mais plutôt qu'il devrait disposer de l'argent du contribuable avec sagesse et modération.

M. Harquail: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'avais l'impression qu'aujourd'hui était une journée d'opposition et je me demande où sont les députés de l'opposition officielle. Je ne vois que six conservateurs à la Chambre. Que sont devenus les autres?

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre.

M. Paproski: Une question de privilège, monsieur l'Orateur. J'aimerais dire que je déteste qu'un nouveau député fasse ce genre de déclaration alors que d'autres députés participent à des réunions de comités. C'est inadmissible qu'un nouveau député dise une chose pareille.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): De nombreux députés de la Chambre siègent au sein de comités. Je propose que le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) poursuive.

M. Woolliams: Je vous remercie. J'ai rarement autant d'appui lorsque je prends la parole, je suis d'autant plus sensible à l'appui que je reçois aujourd'hui. J'aimerais toutefois répondre à cette question. Il serait bon de répéter certaines choses à la Chambre à l'intention des nouveaux députés. Un chasseur de gros gibier ne suit jamais les pistes de lièvres.

M. Harquail: Qui est le lièvre?

Dépenses gouvernementales

Une voix: Vous. Vous en avez encore beaucoup à apprendre, fiston.

M. Woolliams: Nous demandons au gouvernement que sera le montant du déficit. Selon nos prédictions, il excédera 7 millions de dollars. Il sera peut-être de 8 millions. Comme l'a dit le député de Peace River (M. Baldwin), le gouvernement ne présentera pas son budget supplémentaire avant d'avoir fait examiner son programme anti-inflation en vitesse, par le comité parlementaire, soit vers le 11 ou le 12 novembre. C'est là que les députés de notre parti sont actuellement. Ils se battent dans l'intérêt des contribuables.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était imparti est écoulé. La parole est au député de Saskatoon-Biggar.

M. Woolliams: Combien de temps ai-je eu, monsieur l'Orateur? J'ai commencé à 8 h 30.

L'Orateur suppléant (M. Turner (London-Est)): Vous avez droit à 20 minutes, monsieur, et vous avez parlé 20 minutes.

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, c'est avec un certain trac que je me lève après avoir entendu le magnifique et impressionnant discours de mon collègue et ami de Calgary-Nord. Je crains que mes propos ne semblent, par comparaison, d'une certaine brutalité. Pourtant, je tiens à participer au débat. Je voudrais exprimer mon avis et mon inquiétude à propos de la politique du gouvernement en matière de dépenses, et de l'absence de contrôle et de modération à cet égard.

L'une des caractéristiques du prétendu programme de lutte contre l'inflation exposé dans le Livre blanc que le ministre des Finances (M. Macdonald) a déposé à la Chambre, est un manque flagrant d'enthousiasme à l'égard de toute politique de restrictions vraiment efficace dans les dépenses du gouvernement.

Près de trois pages du Livre blanc sont consacrées aux politiques de dépenses du gouvernement surtout pour en justifier l'accroissement et leur niveau actuel. C'est un aveu que les dépenses du gouvernement fédéral ont crû plus vite que l'économie et on s'empresse de souligner que cette croissance ne s'est pas manifestée uniquement au palier fédéral et qu'une très grande partie des dépenses fédérales sont prévues dans les programmes et autres accords statutaires qui laissent peu de liberté d'action.

La faillite de cette initiative dans ce domaine essentiel des restrictions, si nous devons avoir un programme réaliste pour enrayer l'inflation, est confirmée par le ministre des Finances lui-même qui déclare que le champ de manœuvre du gouvernement est limité quand il s'agit de réduire ses dépenses. Tout ce que je puis dire c'est que cette attitude révèle l'absurdité de la situation lorsque le gouvernement essaie d'imposer de sévères restrictions aux travailleurs et travailleuses dont beaucoup arrivent à peine à s'assurer le strict nécessaire, mais par contre réagit assez cavalièrement quand on lui suggère de restreindre ses propres dépenses.